

PROCÈS DE L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DE 3 200 MILLIARDS DE LA BNA

Le parquet requiert 20 ans de prison ferme contre Achour et ses complices

De très lourdes peines ont été requises hier, tard dans la soirée, par le procureur général contre les mis en cause dans l'affaire de détournement de deniers publics de la BNA. Ainsi, après plus de quatre heures de réquisitoire, le représentant du ministère public a demandé vingt ans de prison ferme contre les treize accusés poursuivis en criminelle, dont Achour Abderrahmane, son épouse et ses beaux-frères. D'autres peines allant de 3 à 10 ans de prison ferme ont été également requises contre les personnes poursuivies en correctionnelle, dont l'ex-P-dg de la BNA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le réquisitoire de l'avocat général a duré près de trois heures. Il a qualifié l'affaire de «véritable scandale qui a coûté au Trésor public 2 100 milliards de centimes». Selon lui, le pré-judge subi par la banque aurait pu être plus important «si ce n'était le travail de contrôle effectué par l'inspecteur Imam». «Il s'agit de l'argent du peuple détourné avec la complicité de banquiers et dépensé dans les salles de jeux en France ou à travers l'achat d'appartements et de véhicules offerts aux amis. Achour Abderrahmane n'aurait jamais réussi à détourner une telle somme d'argent s'il n'avait pas bénéficié de la complicité des responsables des agences bancaires de Bouzaréah et de Cherchell. La complicité ne s'est pas limitée à ce stade. Elle s'est étendue aux directeurs régionaux et aux cadres en charge du

contrôle au niveau des différentes directions régionales, qui ont prêté assistance à Achour pour assurer son détournement», a tenté d'expliquer le procureur général. En allusion à Amari et Dahmani, le représentant du ministère public cite la directrice adjointe de l'agence de Bouzaréah qui, a-t-il dit, en facilitant la tâche à Achour, a bénéficié de sa part d'un véhicule de type Clio d'une valeur de 130 millions de centimes.

L'avocat général hausse le ton. Son regard fixe le principal mis en cause dans cette affaire, mais il ne rate jamais l'occasion d'interpeller le président du tribunal criminel sur «la gravité des faits». «C'est un véritable hold-up !», s'est-il exclamé.

Les Robes noires suivent avec une attention particulière le réquisitoire du procureur général. Pour la circonstance, les avocats constitués dans cette

affaire ont reçu du renfort. Des avocats connus sur la place d'Alger, à l'image des bâtonniers Sellini et Benisaâd, ont tenu à marquer de leur présence l'intervention du représentant du ministère public.

Zitna fi d'kikna (notre huile dans notre semoule)

Il est 16h. Le réquisitoire du procureur général dure depuis près de deux heures. Il a promis au président du tribunal de prendre tout son temps pour démontrer «l'étendue de cette escroquerie dont a été victime le peuple».

M. Belhadji tente de démontrer au tribunal criminel l'organisation mise en place par Achour Abderrahmane pour «réussir à détourner cette importante somme d'argent que des dizaines de camions de type semi-remorque ne peuvent transporter» «Les avis de sorts sont récupérés par Achour Abderrahmane, le compte de la société Mamouna domicilié à l'agence de Cherchell était fermé, mais on a continué à le mouvementer.

Pour preuve, en une seule journée, 950 millions de dinars ont été «subtilisés», dira-t-il. L'orateur, qui se défend d'être un «grand connaisseur en matière

de technique bancaire», porte à la connaissance du tribunal criminel que «la stratégie mise en place par Achour Abderrahmane et consorts est mûrement réfléchie».

«Le procédé utilisé est simple. On ouvre plusieurs comptes de sociétés fictives domiciliées au sein de la même banque, en l'occurrence la BNA, on bénéficie de la complicité des responsables des agences bancaires et de certains banquiers régionaux et on entame l'opération de détournement de l'argent du peuple», explique-t-il.

A travers cet argumentaire, le représentant du ministère public a essayé d'établir «le lien» entre les différentes personnes mises en cause dans cette affaire, en évoquant l'adage populaire de «zitna fi dikikna» (notre huile dans notre semoule).

«Le détournement équivaut à 46 ans de salaire de 6 500 travailleurs»

Les avocats s'impatientent. Des signes de nervosité apparaissent sur les visages de certains avocats. La solution ? On quitte la salle.

Imperturbable, l'avocat général maintient le même rythme. Très souvent, il hausse le ton. Ou encore, il scrute le box des accusés. Il ne rate pas l'opportunité de fixer des yeux tantôt Achour Abderrahmane, tantôt l'ex-directrice adjointe de l'agence de Bouzaréah.

Avant l'intervention du procureur général, la partie civile, représentée notamment par M°

Chaoui Abderrezak, souligne la gravité des faits dont a été victime la Banque nationale d'Algérie. «Ce détournement équivaut à une fois et demie le capital de la BNA. Il équivaut également aux salaires de 6 500 agents de la BNA sur 46 ans», explique M° Bougtob, un des avocats de la partie civile. Ce dernier enfonce les banquiers «reconnus coupables de complicité dans ce détournement».

Même argumentaire développé par M° Chaoui. Ce dernier dira en s'adressant au président du tribunal que «nous sommes dans une affaire où il y a eu un détournement de 2 100 milliards de centimes. La BNA a été victime d'escroquerie et de négligence.

Les personnes qui ont détourné cet argent ou qui ont agi par complicité doivent répondre de leurs actes. Les éléments constituant le chef d'inculpation d'association de malfaiteurs sont réunis», a plaidé M° Chaoui.

L'heure de vérité se précise. Les avocats affûtent leurs armes. On se prépare à la bataille de la plaidoirie. Mais avant d'entamer cette importante étape, les Robes noires veulent reprendre l'initiative et engager une autre offensive.

L'extradition de Achour provoque un débat houleux

A l'issue de l'audition des experts, M° Lacey Ouali, au nom du collectif de la défense de Achour Abderrahmane, s'est adressé au président du tribunal

criminel pour faire état d'une défense en la forme.

Cette dernière est relative à l'opération d'extradition de Achour Abderrahmane en date du 15 novembre 2006 en application des dispositions de la convention judiciaire signée entre l'Algérie et le Maroc le 15/03/1963 suivie du protocole d'accord de 1969.

L'avocat cite l'article 43 de ladite convention qui stipule que «la personne extradée ne peut être jugée pour d'autres faits ni faire l'objet d'un autre chef d'inculpation autre que ceux mentionnés dans la demande d'extradition».

«Le chef d'inculpation d'association de malfaiteurs» qui a valu le renvoi du dossier devant le tribunal criminel, a été rajouté par le juge d'instruction du tribunal de Sidi-M'hamed après l'extradition de Achour Abderrahmane, ce qui constitue, ajoute le même avocat, une violation flagrante d'une des dispositions de la convention judiciaire signée entre les deux Etats au-dessus de la loi. Ainsi, je vous demande, M. le président, de bien vouloir écarter, au nom de la loi, ce nouveau chef d'inculpation.»

Une requête rejetée par M. Belkharichi qui, après un débat houleux, a décidé de lever la séance pour dix minutes.

A. B.

NOUVEAU REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE DU MAGISTRAT HABOUL

L'énigme du jugement par défaut du Conseil d'Etat

Nouveau rebondissement dans l'affaire qui oppose le magistrat Abdallah Haboul à la présidente du Conseil d'Etat. L'arrêt rendu le 21 avril par la chambre des référés administratifs stipule clairement que Fella Heni n'était pas au courant qu'une affaire la concernant était traitée par la juridiction qu'elle préside.

Tarik Hafid - Alger (Le Soir)

L'affaire du magistrat Abdallah Haboul n'a pas encore livré tous ses secrets. Après l'irrecevabilité d'une procédure contre le ministre de la Justice, la disparition d'une jurisprudence et le rejet de l'ensemble de la procédure administrative, voilà que le plaignant constate que le défendeur — la présidente du Conseil d'Etat — ne savait pas qu'une affaire la concernant personnellement était pendante devant le Conseil d'Etat ! En effet, dans son arrêt du 21 avril dernier, la

chambre des référés administratifs accepte dans la forme l'appel introduit par le magistrat Abdallah Haboul, mais dans le fond, elle déclare irrecevable l'action principale. Il s'avère toutefois que cet arrêt a été rendu «par défaut».

En d'autres termes, la présidente du Conseil d'Etat n'a pas reçu de notification officielle lui annonçant qu'une action en justice a été introduite contre elle.

Et plutôt deux fois qu'une, puisque cette action a été introduite en premier lieu devant la

chambre administrative de la cour d'Alger puis devant la cinquième chambre du Conseil d'Etat. Seule explication concrète à cette situation : une grave défaillance dans la procédure de notification.

Pourtant, cette procédure est clairement définie par les articles 244 et 245 du code de procédure civile :

«Dans les huit jours du dépôt de la requête, le greffier la transmet au premier président lequel saisit le président de la chambre compétente pour désignation du magistrat rapporteur (...) Le magistrat rapporteur fait ensuite notifier la requête par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à tous les défendeurs au procès avec sommation d'avoir à déposer, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties, un mémoire en réponse

obligatoire signé d'un avocat agréé, et ce, dans un délai de 2 mois à compter de la notification. Faute de quoi, ce délai dépassé, l'arrêt à intervenir sera réputé contradictoire.»

Dans ce cas précis, la défaillance ne peut être que le fait du service de greffe du Conseil d'Etat ou alors du magistrat rapporteur. Mais si Fella Heni n'a pas reçu de notification officielle des services placés sous son autorité, comment se fait-il qu'elle n'ait pas eu vent de cette affaire à travers la presse ? Là aussi, l'énigme reste entière d'autant plus que c'est la présidente du Conseil d'Etat en personne qui avait donné ordre de refuser l'accès aux journalistes chargés de couvrir l'audience publique du 31 mars qui était consacrée aux plaidoiries...

T. H.

La wilaya de Bordj-Bou-Arréridj nous écrit

Usant de notre droit de réponse à l'article publié dans le journal *Le Soir d'Algérie* n° 5651 du 20 juin 2009, sous le titre «Négligence du wali», ayant trait aux événements dramatiques dont furent victimes les gendarmes et les citoyens à Bordj-Bou-Arréridj et auxquels nous rendons le meilleur hommage, ainsi qu'aux journalistes et à tous les Algériens victimes des agressions du terrorisme, permettez-nous de vous faire part de notre étonnement quant au «témoignage» tendancieux qui vous est parvenu.

Sachez que dès les premiers instants du drame, nous avons coordonné notre action avec les services de sécurité concernés pour réagir à la situation et prendre les mesures adéquates.

En tout état de cause, devant les corps des victimes et devant la tragique détresse de nos frères algériens, notre profonde affliction ne nous permettait nullement de penser à la forme de nos «habits». A l'inverse de cet individu friand de faux scoops, qui ne cesse d'alimenter les rédactions des journaux et qui s'occupe des menus détails, concernant notre accoutrement, au lieu d'adopter une attitude digne en signe de respect aux victimes du terrorisme.

Nous vous prions de procéder à la publication de ce droit de réponse sur la même page et dans la même rubrique.

Le chargé de la cellule de communication de la wilaya, Belmouhoub El Mamoun

Réponse de la rédaction

Il est tout de même ahurissant qu'un wali, dont plusieurs journaux ont décrit le déplacement à l'hôpital de Bordj-Bou-Arréridj en gandoura et «claquettes», suite à l'assassinat des 18 gendarmes, puisse produire un tel droit de réponse.

Non content de s'adresser à nos lecteurs en utilisant la première personne du pluriel et de faire signer son droit de réponse par son chargé de la communication, le wali ne réfute en rien notre information pour la raison simple et essentielle qu'elle est exacte — «coordonner l'action des services de sécurité concernés» et «réagir à la situation et prendre les mesures adéquates», M. le wali est payé pour ça — Il lui était juste demandé de représenter dignement auprès des victimes l'Etat algérien en évitant de se donner en spectacle.

L. S.